

CRÉDITS ALIMENTAIRES

- Ligne de crédit de 1,5 milliard (\$US) de la Commission canadienne du blé (CCB) pour la Russie :  
Le Canada et la Russie ont signé un Accord céréalier à long terme le 1<sup>er</sup> février, pendant la visite du président Eltsine. Au terme de l'Accord, la CCB vendra au moins 25 millions de tonnes métriques de blé et de céréales fourragères à la Russie sur 5 ans, avec un objectif de 5 millions de tonnes par année.
- Ligne de crédit de 150 millions (\$CAN) de la Société pour l'expansion des exportations (SEE) pour l'achat de produits alimentaires destinés à la Russie :  
La ligne de crédit sert à l'achat de produits tels que le maïs fourrager, l'huile végétale et la viande. Entre novembre 1991 et janvier 1992, des livraisons ont été effectuées en vertu de contrats passés avec l'ancienne URSS. Le protocole activant le versement des 62 millions de dollars restants a été signé avec la Russie le 28 avril.

CRÉDITS COMMERCIAUX

- Ligne de crédit de 100 millions (\$CAN) de la SEE pour des biens d'équipement et des services destinés à la Russie :  
La ligne de crédit a été annoncée le 1<sup>er</sup> février 1992 pendant la visite du président Eltsine, et a été signée le 28 avril.
- Ligne de crédit de 50 millions (\$CAN) de la SEE pour l'Ukraine :  
La SEE a signé la ligne de crédit avec la Banque nationale de l'Ukraine le 18 février 1992. Une allocation de 28 millions de dollars a été consentie à même cette ligne de crédit.

CONTRIBUTIONS INTERNATIONALES

- Le Canada a souscrit une part (3,4 %) du capital de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement; il prévoit à cette fin effectuer un paiement de 120 millions de dollars sur les 5 prochaines années.
- Le Canada est disposé à contribuer à un Fonds de stabilisation du rouble mis en place dans le cadre des Accords généraux d'emprunt du Fonds monétaire international (FMI), en conjonction avec la mise en oeuvre, par la Russie, d'un programme de réforme économique approuvé par le FMI. Les discussions se poursuivent sur les modalités d'un tel fonds. La part canadienne du fonds de 6 milliards (\$US) équivaldrait à un prêt de quelque 300 millions (\$US).